

# Nice : le carnage de trop ?

Xavier Raufer - 16/07/16

**Après Paris, Nice. Encore 90 morts.** Depuis janvier 2015, le terrorisme a tué 230 personnes en France. Le pire étant qu'à ce jour, un exécutif hébété ne semble toujours pas comprendre le film - bien que les assassins soient de sempiternels voyous fanatisés, issus de l'immigration maghrébine.

Trop peu, trop tard, trop court, bricolage bureaucratique, cérémonies lacrymales - rien de concret, de décisif. Or en stratégie, la théorie se vérifie par la pratique : si l'action antiterroriste est juste et forte, les attentats s'arrêtent, le terrorisme recule.

Au delà des mesurette et tergiversations, quoi de fort à attendre de cet exécutif là, qui inverse la tendance, remonte la pente, frappe l'ennemi plus vite et fort qu'il ne nous frappe ? Car il y a urgence : désormais, dans les forces de police, chez nombre de magistrats, dans les services spécialisés, monte l'exaspération.

- *Premier motif* : l'épuisement. Dans les unités de police, de gendarmerie et du renseignement les plus engagées, nombreux sont ceux qui n'ont pas eu un vrai week-end de repos depuis novembre dernier. Toujours sur le qui-vive, toujours sur le pont, dans une situation qui sent toujours plus l'enlisement : un gros choc, quelques semaines de folie, retour au calme. Puis choc violent à nouveau, etc. Et pas de fin en vue.

- *Plus grave encore* l'impression que, derrière les coups de menton et les affirmations type "on contrôle", l'équipage discerne mal qui pilote l'avion : mesures contradictoires... saupoudrage... forcing dans la com' - mais pas de stratégie réaliste et réfléchie de riposte, et de reconquête de la paix civile.

Colère sourde encore - mais gare à la suite : la récente explosion de rage de gendarmes du GIGN (modèles de discipline en temps ordinaire) prouve que la coupe est pleine - et peut bientôt déborder.

D'ores et déjà, voilà les critiques et observations que l'on entend chez ces acteurs de l'antiterrorisme au quotidien :

- **Conceptuellement, le problème est simple** : la France compte quelques milliers d'individus plus ou moins durablement fanatisés. Là-dedans, des bombes humaines type Merah, Kouachi, Abdesslam etc. Pour gagner la guerre contre le terrorisme islamiste, il

faut, et il suffit, de déceler A TEMPS ces possibles kamikaze parmi les fanatisés - puis de les mettre hors de combat.

- **Pour cela, la France doit d'abord connaître son ennemi**, l'Etat islamique. Ensuite, configurer face à lui un outil visant à le combattre et l'abattre, de Paris aux confins syro-irakiens. Or aujourd'hui, un exécutif somnambule pense encore puérilement que l'Etat islamique voudra bien se plier aux "ça va mieux" et autres "tout est sous contrôle", souvent proférés en guise de rituel de conjuration.

- **Aujourd'hui, disent les acteurs de l'antiterrorisme**, nous frappons à l'aveuglette un ennemi incompris. Que veut vraiment l'Etat islamique ? Qui l'influence et lui insuffle vie ? A qui ses crimes terroristes profitent-t-il vraiment ? Cela, disent ces acteurs, nous l'ignorons quasiment.

De même ajoutent-ils, les règles du terrorisme moyen-oriental sont incomprises de nos dirigeants. A Raqqa et alentours, que signifie un attentat pour ses commanditaires ? Quel est son sens ? Qu'est-il supposé produire comme effet ?

Paris, Nice : lorsqu'on est ainsi frappé, ne faudrait-il pas, au lieu de propos belliqueux lancés dans le vide, s'interroger sur le *pourquoi* de tels actes ? Se demander sur la queue de quel scorpion on a bien pu marcher ?

**Or ça n'est pas fait.** A l'inverse, on recense des attentats passés - Charlie-Hebdo, Hyper Casher, Bataclan, etc. Puis lentement, on bâtit là dessus et à contretemps, un échafaudage antiterroriste, déjà caduc lors de sa conception. Opérer ainsi revient à préparer la guerre d'hier puisque d'évidence, les terroristes de frappent jamais deux fois identiquement. Fanatiques, oui, débiles, non.

- **Face à un ennemi protoplasmique**, qu'il faut d'abord savoir comprendre et suivre dans sa mobilité même, la France d'aujourd'hui n'a pas d'outil antiterroriste dédié. De longue date, elle possède un service de contre-espionnage contraint, vers 1970, d'ajouter l'antiterrorisme à ses missions - ce dont il ne voulait pas. Jadis, l'auteur entendit ainsi Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur qui imposa l'antiterrorisme à la DST, narrer qu'il avait alors dû menacer du placard le préfet chef du service, pour le faire obéir.

Jamais par la suite, ni la DST, ni la DCRI, ni la DGSI n'ont vraiment dominé leur sujet. Quand vers 1993, le Groupe islamique armé algérien menace puis frappe la France, le renseignement intérieur met des mois à réaliser que ce GIA n'est pas une sorte de Hezbollah algérien - ce qu'il croyait du fait que le Hezbollah était l'ennemi du coup d'avant - mais une entité terroriste toute différente.

**La France a besoin de cet outil antiterroriste nouveau**, agile, proactif, jeune dans sa tête. Mais voilà : le ministre de l'Intérieur et son chef du renseignement intérieur n'en veulent pas. Refus de cet étrange tandem, où l'un joue Napoléon au pont d'Arcole tandis que l'autre s'effraie d'un loufoque danger d'ultra-droite - providentiel écho aux "moi ou le chaos" de François Hollande. Ni l'un ni l'autre n'écoutent vraiment leurs propres cadres et experts qui vivent toujours plus mal cette arrogance et cet aveuglement. Désormais - mais l'exécutif saura-t-il réagir ? - le ministre de l'Intérieur et son chef du renseignement intérieur font clairement plus partie du problème que de sa solution. ■